



**N° Consultation 2024EFS\_AURA362**

---

Etablissement Français du Sang  
Etablissement de Transfusion Sanguine Auvergne-Rhône-Alpes  
11 rue Elisée Reclus – CS20617  
69153 DECINES-CHARPIEU Cedex

**Collecte, traitement et valorisation des  
déchets d'activités économiques/déchets  
assimilés, cartons/papiers/films plastiques  
pour le site de Décines.**

PROCEDURE ADAPTEE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

---

## SOMMAIRE

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>2. OBJET DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>5</b>
<b>3. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>6</b>
<b>3.1. Procédure de passation</b>	<b>6</b>
<b>3.2. Allotissement</b>	<b>6</b>
<b>3.3. Forme du marché public</b>	<b>6</b>
<b>3.4. Estimation du marché public</b>	<b>6</b>
<b>3.5. Durée du marché public</b>	<b>6</b>
<b>3.6. Langue d'exécution du marché public</b>	<b>6</b>
3.6.1. Principe	6
3.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	6
3.6.3. Défaut de recours à un interprète	7
<b>4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>7</b>
<b>5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>7</b>
<b>5.1. Développement durable</b>	<b>7</b>
5.1.1. Obligations environnementales	7
5.1.2. Performance énergétique	7
5.1.3. Clause d'insertion sociale	7
<b>5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande</b>	<b>8</b>
5.2.1. Emission des bons de commande	8
5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande	8
5.2.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire	8
<b>5.3. Conditions d'exécution de la prestation</b>	<b>8</b>
5.3.1. Consistance de la prestation	8
5.3.2. Lieu d'exécution	9
5.3.3. Adéquation du personnel et du matériel aux prestations	9
5.3.4. Interruption dans l'exécution des prestations en cas d'arrêt de travail	9
5.3.5. Impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation	10
5.3.6. Accès aux locaux	10
5.3.7. Main d'œuvre et conditions de travail	10

<b>5.4. Vérification et admission</b>	<b>11</b>
<b>5.5. Pénalités</b>	<b>11</b>
5.5.1. Pénalités de retard	12
5.5.2. Pénalités pour mauvaise exécution	12
5.5.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	12
<b>5.6. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique</b>	<b>12</b>
<b>6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>13</b>
<b>6.1. Réunions de suivi</b>	<b>13</b>
<b>6.2. Relations entre les parties</b>	<b>13</b>
<b>6.3. Confidentialité</b>	<b>13</b>
6.3.1. Obligations du Titulaire	14
6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	14
<b>7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>14</b>
<b>7.1. Modifications relatives au Titulaire</b>	<b>14</b>
<b>7.2. Clause de réexamen</b>	<b>15</b>
<b>7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles</b>	<b>15</b>
<b>7.4. Evolutions administratives</b>	<b>15</b>
<b>7.5. Evolutions technologiques</b>	<b>16</b>
<b>8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>16</b>
<b>9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE</b>	<b>16</b>
<b>9.1. Contenu des prix</b>	<b>16</b>
<b>9.2. Forme et évolution des prix</b>	<b>17</b>
<b>9.3. Avance</b>	<b>17</b>
<b>9.4. Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>18</b>
9.4.1. Facturation	18
9.4.2. Dématérialisation des factures	18
9.4.3. Délai de paiement	19
9.4.4. Suspension du délai global de paiement	19
9.4.5. Intérêts moratoires	19
9.4.6. Nantissement et cession de créance	19
9.4.7. Renseignement d'ordre comptable	20

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES	20
11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	20
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	20
11.2. Résiliation aux torts du Titulaire	20
11.3. Résiliation pour évènements liés au marché	21
11.4. Exécution aux frais et risques	21
12. LITIGES	21
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	21

## 1. DEFINITIONS

**AE** : Acte d'engagement ATTRI1

**CCAG FCS** : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

**CCTP** : Cahier des clauses techniques particulières

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières

**Comptable assignataire** : l'Agent Comptable secondaire de l'ETS AURA

**EFS** : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

**ETS** : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

**Fournitures** : Location, et installation de benne, compacteurs nécessaires à l'entreposage des DAE – déchets assimilés, cartons/papiers/films plastiques ainsi que l'achat de saches perforées (permettant la dépose des films plastiques dans le compacteur à cartons) et de supports à saches associés (Achat).

**Marché public** : Marché à forfait et accord-cadre

**Pouvoir adjudicateur** : l'Etablissement Français du Sang (EFS)

**Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)** : le Président de l'EFS, le directeur de l'ETS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

**Services** : Collecte, traitement et valorisation des déchets d'activités économiques /déchets assimilés, cartons /papiers/films plastiques.

**Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique)** : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été accepté et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

## 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public a pour objet les prestations de collecte, traitement et valorisation des déchets d'activités économiques (DAE)/déchets assimilés, des cartons/papiers/films plastiques du site EFS de Décines-Charpieu.

La prestation concerne la location, et l'installation de benne, compacteurs nécessaires à l'entreposage des DAE – déchets assimilés, cartons/papiers/films plastiques, ainsi que l'achat de saches perforées (permettant la dépose des films plastiques dans le compacteur à cartons) et de supports à saches associés (Achat).

Elle concerne également la collecte, le traitement et la valorisation de ces déchets suivant les filières adéquates.

Les caractéristiques techniques des prestations sont détaillées dans le CCTP.

### **3. DISPOSITIONS GENERALES**

#### **3.1. Procédure de passation**

La consultation est engagée sous la forme d'une procédure adaptée, conformément aux articles L.2123-1 2°, R.2123-1, R.2123-4 du code de la commande publique.

#### **3.2. Allotissement**

Le marché public n'est pas alloti.

#### **3.3. Forme du marché public**

Le marché public constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu avec seulement un maximum de fixé à 140 000 € HT pour 48 mois (article R.2162-4 2° du code de la commande publique).

#### **3.4. Estimation du marché public**

Le marché est estimé à 50 858 € pour 48 mois.

#### **3.5. Durée du marché public**

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification pour une durée courant jusqu'à la fin de la location des matériels. La notification du marché vaut bon de commande pour la livraison et l'installation du matériel.

La durée de location des matériels démarrera à la date d'admission de l'installation des matériels pour une durée de 48 mois.

#### **3.6. Langue d'exécution du marché public**

##### **3.6.1. Principe**

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

##### **3.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

### 3.6.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU) ;
- Le présent CCAP ;
- Le CCTP ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## 5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

### 5.1. Développement durable

#### 5.1.1. Obligations environnementales

Les obligations environnementales sont précisées dans le CCTP.

#### 5.1.2. Performance énergétique

Sans objet

#### 5.1.3. Clause d'insertion sociale

Sans objet

## **5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande**

### **5.2.1. Emission des bons de commande**

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

### **5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande**

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de quatre (4) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

### **5.2.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire**

Sans objet

## **5.3. Conditions d'exécution de la prestation**

Il est rappelé que les stipulations du marché, et notamment les clauses ci-dessous, s'appliquent également au(x) sous-traitant(s) éventuel(s) du Titulaire.

### **5.3.1. Consistance de la prestation**

Le Titulaire doit exécuter l'ensemble des prestations conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).



Le Titulaire est réputé avoir :

- Apprécier avant la remise de son offre les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et des sujétions qu'elles entraînent, de leur nature et de leur particularité.
- Contrôler toutes les indications figurant au CCTP et s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes et s'être entouré de tous les éléments complémentaires
- Avoir pris connaissance de tous les éléments utiles à la réalisation des prestations ainsi que des sites, des lieux et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des prestations ;

Le Titulaire ne peut arguer d'une erreur, d'une différence d'interprétation ou d'un manque de renseignements pour refuser d'effectuer ou de poursuivre la prestation.

### 5.3.2. Lieu d'exécution

La prestation sera exécutée sur le site suivant :

EFS Auvergne-Rhône-Alpes  
54 rue de Vaucanson  
ZAC des Pivolles  
69150 DECINES CHARPIEU

### 5.3.3. Adéquation du personnel et du matériel aux prestations

Il est rappelé que le Titulaire doit maintenir durant toute l'exécution du marché un nombre suffisant de matériels et de personnels.

Le prestataire doit maintenir également tous les matériels, approvisionnement, outillage et moyens de toute sorte, en quantité suffisante, de manière à assurer l'exécution régulière des prestations et leur achèvement dans les délais prescrits.

En tout état de cause, le matériel utilisé par le prestataire pour l'exécution du marché devra être en parfaite état de fonctionnement et dans des conditions d'hygiène optimales.

### 5.3.4. Interruption dans l'exécution des prestations en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel et/ou du personnel de ses sous-traitants éventuels, le Titulaire sera tenu d'assurer la continuité de l'exécution des prestations.

En cas de risque d'interruption de la procédure habituelle d'élimination, le candidat retenu est tenu de mettre en place la procédure dégradée qu'il aura fait connaître dans son offre.

Le Titulaire s'engage dans ce cas à exécuter les prestations en réduisant au maximum les perturbations engendrées.

En tout état de cause, il sera tenu d'effectuer les prestations définies par l'EFS comme indispensables.

Indépendamment des pénalités infligées au Titulaire, l'EFS se réserve le droit de facturer au Titulaire le surcoût lié au recours aux services d'une autre société sans que le Titulaire ne puisse élever aucune réclamation sur le prix de la prestation s'il est supérieur au prix de sa prestation.

### 5.3.5. Impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation

En cas d'inexécution par le Titulaire de tout ou partie de la prestation, l'EFS se réserve la possibilité de s'adresser à un autre prestataire pour l'exécution de la prestation non effectuée, sans mise en demeure préalable et sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée par l'EFS.

Dans ce cas, l'EFS prévient le Titulaire du marché qui supporte l'augmentation éventuelle des dépenses, par rapport au prix du marché.

La diminution éventuelle des dépenses ne profite pas au Titulaire.

### 5.3.6. Accès aux locaux

Les locaux destinés à l'entreposage des déchets à éliminer sont tous accessibles aux véhicules.

Le protocole de sécurité détaille l'accès aux locaux, ainsi que les contraintes liées à ces locaux.

Ce protocole sera à compléter et à signer par le Titulaire du marché lors de la notification.

Le prestataire prévoira tous matériels de manutention nécessaire pour évacuer les déchets.

### 5.3.7. Main d'œuvre et conditions de travail

#### 5.3.7.1. Lien de subordination

Les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et sont placés sous son autorité y compris pour les interventions exécutées dans les locaux de l'EFS.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire.

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par ce personnel sont à la charge exclusive du Titulaire ou de son assureur.

#### 5.3.7.2. Qualification

Le personnel du prestataire doit être formé et spécialisé.

Le personnel du Titulaire détient la qualification professionnelle, les habilitations si nécessaire, les connaissances requises pour exécuter les tâches auxquelles il est affecté.

Le personnel devra être en possession des éventuelles habilitations nécessaires à la législation en vigueur au moment de la réalisation de la prestation. Le titulaire doit communiquer ces éléments à l'EFS. L'EFS se réserve le droit de demander par ailleurs, la communication de ces éléments à tout moment.

L'EFS peut exiger le remplacement d'un personnel dans les 72 heures si son comportement est incompatible avec la bonne exécution des prestations ; ce délai peut être ramené à 24 heures si le comportement du personnel nuit gravement à la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements qu'il ou son personnel peut commettre dans le cadre de l'exécution du marché.

#### 5.3.7.3. Stabilité du responsable, interlocuteur unique

Le Titulaire désigne dans sa proposition l'interlocuteur unique pressenti de l'EFS, responsable de la prestation. Il répond à toute demande de l'EFS concernant l'exécution de la prestation.

#### **5.3.7.4. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, ou encore de traités et accords internationaux.

#### **5.3.7.5. Hygiène et sécurité**

Conformément à l'article R 4512-6 du Code du travail, une inspection commune du lieu d'intervention est organisée après la notification du marché public par l'EFS avec le Titulaire.

#### **5.3.7.6. Vêtements de travail et de protection**

Le Titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à l'exécution de la prestation, et chaque fois que cela est nécessaire, les équipements de protection individuels (EPI). En outre, tous les personnels en activité, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

#### **5.3.7.7. Comportement du personnel**

Le personnel de l'entreprise Titulaire devra faire preuve de la plus grande correction.  
Le personnel chargé d'exécuter les prestations est tenu de se conformer au règlement intérieur du site consultable sur place.

#### **5.3.7.8. Accident du travail**

Tout accident du travail doit être signalé au responsable du site EFS concerné ou son représentant.

### **5.4. Vérification et admission**

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

#### **Pour l'installation des matériels :**

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, le RPA, ou son représentant habilité, dispose d'un délai d'une semaine à compter de la livraison des matériels pour notifier expressément au Titulaire, par courrier avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation PLACE, sa décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations. Le silence gardé par l'EFS vaut décision implicite d'admission.

L'admission des matériels installés sur le site de Décines actera le début de la location.

#### **Pour les autres prestations :**

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, le RPA, ou son représentant habilité, dispose d'un délai d'un mois à compter de l'exécution des prestations pour notifier expressément au Titulaire, par courrier avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation PLACE, sa décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations. Le silence gardé par l'EFS vaut décision implicite d'admission.

### **5.5. Pénalités**

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondants aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

#### **5.5.1. Pénalités de retard**

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard dans la réalisation des prestations, le titulaire est sans mise en demeure préalable redevable d'une pénalité 100 € par jour de retard.

#### **5.5.2. Pénalités pour mauvaise exécution**

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté.

Sont par exemple considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité forfaitaire :

- non communication d'un document exigé dans le marché public et nécessaire à l'activité de l'EFS (ex : L'absence de remise des rapports prévus ou des bons de pesée...),
- réponse à une demande de chiffrage dans le cadre d'un projet d'avenant émanant du pouvoir adjudicateur, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception de ladite demande,
- envoi d'un avenant préalablement validé, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception dudit projet d'avenant par le Titulaire ;
- non-respect d'une stipulation du marché,
- non-respect de la périodicité d'une prestation,
- document de suivi des prestations non rempli,
- Traitements des litiges factures supérieur à 1 mois.

#### **5.5.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

### **5.6. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique**

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (article 1.10.3 du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## **6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

### **6.1. Réunions de suivi**

Une réunion de démarrage sera fixée par le responsable du marché pour fixer les modalités d'exécution de la prestation.

Une réunion annuelle, sera organisée entre l'EFS et le titulaire du marché afin de faire le point sur l'exécution des prestations, la traçabilité et la maîtrise des coûts par rapport aux exigences du CCTP. Si besoin d'autres réunions pourront être organisées sur demande de l'EFS ou du Titulaire du marché.

Le Titulaire remettra à l'EFS Auvergne-Rhône-Alpes un rapport annuel d'activité à chaque date anniversaire du marché, sur support papier ou informatique.

### **6.2. Relations entre les parties**

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

### **6.3. Confidentialité**

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### 6.3.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

### 6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## 7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

### 7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.



Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

## **7.2. Clause de réexamen**

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

## **7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles**

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

## **7.4. Evolutions administratives**

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

## **7.5. Evolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

## **8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## **9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE**

### **9.1. Contenu des prix**

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que tous les frais de gestion ou afférents ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire. Les prix comprennent également toutes les prestations listées dans le CCTP.

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) évolue en fonction du taux fixé dans la législation et sera facturée en plus. Elle ne doit pas être comprise dans les tarifs annoncés dans le BPU.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.



## 9.2. Forme et évolution des prix

Le marché public est conclu à prix mixte :

- Prix forfaitaire HT pour la location de la benne et du compacteur,
- Prix unitaire HT pour le coût de la rotation, du rachat de matière (prix à la tonne), le conditionnement (prix à la tonne), ainsi que les frais de déclasserement (prix à la tonne), les achats des saches perforés et les supports associés.

Les prix du marché public sont des prix fermes pour 12 mois à compter de la date de démarrage de la location.

A compter du 13<sup>ème</sup> mois, les prix pourront être révisés annuellement (à la hausse comme à la baisse).

La révision de prix peut être demandée par le Titulaire ou l'EFS.

La demande de révision doit être notifiée par le demandeur à l'autre cocontractant au plus tard un mois avant la date de révision, (la date de réception de la demande faisant foi) en recommandé avec accusé réception (EFS Auvergne-Rhône-Alpes - Service Achats, 111 rue Elisée Reclus, – CS20617 - 69153 Décines-Charpieu) ou sur l'adresse mail [aura.marches-publics@efs.sante.fr](mailto:aura.marches-publics@efs.sante.fr) Son omission ne pourra donner lieu à une quelconque régularisation par la suite.

L'autre cocontractant notifie au demandeur son acceptation de la révision de prix dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Les nouveaux prix s'appliquent toujours à chaque date d'anniversaire du début d'exécution de la prestation.

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de 2% maximum.

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

### Clause de révision exceptionnelle

Sur demande du Titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations, l'EFS se réserve la faculté d'accepter de manière exceptionnelle et à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, une hausse des prix provisoire du contrat supérieur au seuil prévu de 2 %.

Pour ce faire, le Titulaire doit notamment apporter la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible, l'indice INSEE ou tout autre élément permettant de justifier l'augmentation des prix (notamment la décomposition du prix en pourcentage).

### Clause de rendez-vous

Une diminution de l'augmentation tarifaire, voire un retour aux prix initiaux du contrat, est effectué dès lors que l'augmentation des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations est réduite ou n'est plus d'actualité.

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à avertir l'EFS dans les meilleurs délais afin d'acter la révision de prix.

## 9.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

## **9.4. Modalités de facturation et de règlement**

### **9.4.1. Facturation**

Le Titulaire transmet mensuellement une facture détaillée.

Les rachats de matières font l'objet de facturation séparée, suivant le tonnage et tarifs prévus dans le BPU conformément à l'indice INSEE 1,05 – N3229.

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) sera facturée en plus. Elle ne doit pas être comprise dans les tarifs annoncés dans le BPU.

Le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

### **9.4.2. Dématérialisation des factures**

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;

- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

#### 9.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l'article 5.4 du CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

#### 9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

#### 9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

#### 9.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### **9.4.7. Renseignement d'ordre comptable**

Le Comptable public assignataire des paiements est le Comptable secondaire de chaque ETS Auvergne-Rhône-Alpes.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

### **10. RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

### **11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)**

#### **11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

#### **11.2. Résiliation aux torts du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.

- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### **11.3. Résiliation pour évènements liés au marché**

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

### **11.4. Exécution aux frais et risques**

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

## **12. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

## **13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>